

La gestion de la Sécurité sociale par les mutuelles de fonctionnaires **menacée !**

Assurées et assurés, adhérentes et adhérents, salariées et salariés MGEN, militantes et militants de la protection sociale, alertons sur un déni de démocratie et une atteinte à la protection sociale des agents publics.

Nous sommes à un **tournant crucial pour notre modèle de protection sociale**. Après la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et ses effets de bord, les annonces de transferts de charges massifs de l'Assurance Maladie vers les complémentaires santé, et l'augmentation des taxes sur les contrats santé, **le Gouvernement entend également mettre fin à la délégation de gestion du régime obligatoire (RO)** assurée encore par quelques mutuelles historiques des fonctionnaires, telles que MGEN.

Cette décision soudaine et incompréhensible, si elle se confirme, est pour nous **brutale, injuste et non fondée économiquement**, à moins de s'appuyer sur des chiffres qui ne correspondent pas à la réalité que nous mettons en œuvre chaque jour. Elle s'en prend à 80 ans d'histoire, à un modèle mutualiste solidaire et non-lucratif qui protège la fonction publique et ses agents (santé, prévoyance, prévention, etc.).

Notre bonne connaissance de nos assurés sociaux, de nos adhérents et de leurs besoins, ainsi que notre manière efficace et économe d'exercer cette mission de délégation de service public, nous questionne quant à cette **atteinte nouvelle portée à la protection sociale et au statut des agents publics**.

Nous vous invitons donc vivement à **alerter les parlementaires afin d'obtenir la suspension de cette potentielle mesure** et l'ouverture d'un véritable débat sur ses conséquences.

Aidez-nous à préserver la gestion du RO par les mutuelles de fonctionnaires !

Interpellez vos parlementaires via le **formulaire** disponible en flashant ce **QR Code** →

